



Luxembourg newsflash

6 July 2017

Régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation – Réforme entrée en vigueur

English version available below.

Contact



[Philippe-Emmanuel Partsch](#),
Partner,
[EU & Competition Law](#)

Ce 2 juin, le Grand-Duché du Luxembourg a publié la nouvelle loi portant sur le renouvellement des régimes d'aides à la recherche, au développement et à l'innovation (ci-après, la « **RDI** ») et les missions de l'Agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche. Celle-ci modifie la loi du 5 juin 2009 relative à la promotion de la recherche, du développement et de l'innovation.

Cette réforme a pour objectif d'exploiter au Luxembourg toutes les potentialités offertes par le cadre européen en matière d'aides d'Etat à la RDI. Face à la multiplication d'initiatives privées ou publiques en la matière, cette modernisation est bienvenue.

Les modifications majeures introduites par la loi du 17 mai 2017 étendent la liste des catégories d'aides effectivement disponibles, portent sur certains taux et montants des aides, ainsi que sur les formes que celles-ci peuvent revêtir. Par ailleurs, l'agence nationale pour la promotion de l'innovation et de la recherche (« Luxinnovation »), aura un rôle actif en matière d'aides à la RDI.

Précisions sur le champ d'application de la loi

Sont désormais formellement exclues les entreprises en difficulté et celles faisant l'objet d'une injonction de récupération concernant une aide illégale et incompatible avec le marché intérieur.

Par ailleurs, par l'abrogation de l'article 15 de la loi du 5 juin 2009, le régime actualisé des aides à la RDI a supprimé la possibilité de pouvoir introduire une demande d'aide de minimis qui permettait aux entreprises de recevoir une subvention lorsqu'elles ne remplissaient pas toutes les conditions d'octroi des autres aides à la RDI.

Les aides désormais effectivement disponibles

Entre 2015 et 2017, la loi du 5 juin 2009 n'était que partiellement applicable, permettant l'octroi de deux catégories d'aides à la RDI seulement :

- aides à l'innovation de procédé et d'organisation et
- aides aux projets ou programmes de recherche-développement

Sur la base de la nouvelle loi, les entreprises peuvent désormais prétendre aux catégories supplémentaires d'aides suivantes :

- aides en faveur des études de faisabilité technique
- aides à l'innovation en faveur des PME
- aides aux jeunes entreprises innovantes
- aides en faveur des infrastructures de recherche
- aides aux pôles d'innovation

Modifications des taux d'intensité, des montants et de la forme des aides

La loi du 17 mai 2017 augmente les taux d'intensité des aides à l'innovation de procédé et d'organisation dans les services en faveur des PME, s'alignant ainsi sur le Règlement (européen) général d'exemption par catégorie. De respectivement 25% (moyennes entreprises) et 35% (petites entreprises), le taux d'intensité de cette aide est porté indistinctement à 50% pour toutes les PME.

L'aide pour les jeunes entreprises innovantes diminue en passant d'1 million à 800 000 euros. Cependant, elle peut atteindre 1,2 million d'euros pour les entreprises ou organismes de recherche privés établis dans des zones assistées. Au Grand-Duché du Luxembourg, il s'agit de Dudelange et Differdange.

Selon le type d'aides, la nouvelle loi donne désormais la possibilité de les octroyer sous forme d'avances remboursables, de bonification d'intérêts, de garantie, de prêt ou d'apport en fonds propres.

Attribution de nouvelles missions à Luxinnovation

Dans le cadre de ses missions, Luxinnovation aura la possibilité de gérer et d'octroyer des aides ayant pour objet ou objectif :

- la recherche fondamentale, de recherche industrielle ou de développement expérimental
- les études de faisabilité technique
- l'innovation en faveur des PME
- l'aide aux jeunes entreprises innovantes
- l'innovation de procédé et d'organisation

Pour autant, cette délégation ne vaut que pour les aides prenant la forme de subvention en capital et ne dépassant pas 200 000 euros. Si ces conditions ne sont pas remplies, le Ministère de l'Economie reste compétent.

En outre, les aides en faveur des infrastructures de recherche et des pôles d'innovation ne sont pas visées par la délégation. Pour celles-ci, les demandes seront toujours à introduire auprès du ministère de l'Economie.

Entrée en vigueur de la loi

Les dispositions de la loi du 17 mai 2017 sont entrées en vigueur trois jours après la publication au Mémorial, soit le 5 juin dernier.

Il est précisé que les investissements, opérations de RDI et activités connexes décidés avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sont susceptibles de faire l'objet d'une aide sous l'empire de la nouvelle loi pour autant que la demande en remplisse toutes les conditions. Ainsi, les entreprises ayant introduit une demande d'aide avant l'entrée en vigueur de la présente loi pourront tout de

même s'en prévaloir en ajoutant un avenant à leur demande initiale d'aide.

Cette réforme s'inscrit dans un plus vaste programme de soutien et d'initiative publique nationale et européenne.

Notamment, le Conseil de gouvernement a adopté récemment un projet de loi visant à moderniser le régime d'aides en faveur des PME ayant une influence sur le développement économique du pays.

Aid schemes for research, development and innovation – Reform entered into force

On 2nd June, the Grand-Duchy of Luxembourg published the new law on the renewal of aid schemes for research, development and innovation (hereafter, the “**RDI**”) and on the missions of the national Agency for the promotion of innovation and research. This law amends the Law of 5 June 2009 on the promotion of research, development and innovation.

This reformed law aims at exploiting in Luxembourg all the potential offered by the EU rules related to State aid to RDI. Due to the multiplication of public and private initiatives in this regard, the present modernisation of the rules is most welcome.

The major amendments introduced by the Law of 17 May 2017 include the extension of the list of aid categories available, the modification of several rates and amounts, as well as the nature of the aid granted. Furthermore, the national Agency for the promotion of innovation and research (“Luxinnovation”) will have an active role in terms of aid for RDI.

Precisions on the scope of application of the law

Companies in difficulty and those subject to a recovery order for illegal and incompatible aid under EU State aid rules are henceforth formally excluded.

Furthermore, by the repeal of Article 15 of the Law of 5 June 2009, the new aid scheme for RDI has removed the possibility to introduce any request for a de minimis aid (allowing companies to obtain a subsidy if they did not fulfil all the conditions for the granting of other aid for RDI).

The aid henceforth actually available

Between 2015 and 2017, the Law of 5 June 2009 was only partially applicable, therefore allowing the grant of only two categories of aid for RDI, namely:

- aid for process and organisational innovation; and
- aid for research and development projects or programs.

In addition to the aforementioned types of aid, companies can henceforth claim for the following aid categories:

- aid for technical feasibility studies;
- aid for innovation in favour of SMEs;
- aid for young innovative enterprises;
- aid in favour of research infrastructures; and
- aid for innovation poles.

Amendments to the rates of intensity, amounts and forms of aid available

The Law of 17 May 2017 increases the rates of intensity of the aid for process and organisational innovation in services in favour of SMEs in accordance with the EU General Block Exemption Regulation. From 25% (medium-sized enterprises) and 35% (small enterprises), the rate of intensity of this aid is indistinctively increased to 50% for all the SMEs.

Aid for young innovative enterprises has decreased from 1 million to 800,000 euros. However, it can reach 1.2 million euros for companies or private research organisations established in assisted areas. In the Grand-Duchy of Luxembourg, this concerns the municipalities of Dudelange and Differdange.

Depending on the type of aid, the new law allows the possibility to grant them in the form of repayable advances, interest subsidies, guarantees, loans or contributions of equity.

Attribution of new powers to Luxinnovation

As part of its missions, Luxinnovation will have the possibility of managing and granting aid aimed at assisting:

- fundamental research, industrial - research or experimental development;
- technical feasibility studies;
- innovation in favour of SMEs;
- aid for young innovative enterprises; and
- process and organisational innovation.

However, this delegation of power only applies for aid in form of subsidies in capital which do not exceed 200,000 euros. If these conditions are not fulfilled, the Ministry of Economy remains competent.

Furthermore, the aid in favour of research infrastructures and innovation poles does not come under Luxinnovation's responsibility. For the latter, requests should still be addressed to the Ministry of Economy.

Entry into force of the Law

The provisions of the Law of 17 May 2017 have entered into force three days after the publication in the Mémorial, meaning on 5 June.

It is specified that the investments, operations of RDI and related activities decided before the entry into force of the new law could be subject to the conditions for the grant of aid under the new law if the request fulfils all the conditions. Thus, companies that have introduced an aid request prior to the entry into force of the present law can still take advantage of it by amending their initial request for aid.

This reform falls within a broader program of public national and EU support and initiative.

In particular, the Governing Council recently adopted a bill of law aimed at modernising the aid scheme in favour of SMEs which have an influence on the economic development of the country.

Authors: Philippe-Emmanuel Partsch and Marianne Brésart

This publication is intended to provide information on recent legal developments and does not cover every aspect of the topics with which it deals. It was not designed to provide legal or other advice and it does not substitute for the consultation with legal counsel before any actual undertakings.

[Read our latest newflashes](#)

In order to be added to the mailing list, any interested person can send an email to subscribe@arendt.com

If you wish to opt-out from our mailing list, please click here: [unsubscribe](#)

[LUXEMBOURG](#)

[DUBAI](#)

[HONG KONG](#)

[LONDON](#)

[MOSCOW](#)

[NEW YORK](#)

[PARIS](#)

[Update preferences](#) | [Forward to a friend](#)